



DANS CE NUMÉRO:
 NÉGOCIATIONS DE L'AUTOMOBILE : 1,5
 MILLIARD \$ EN INVESTISSEMENTS. >> PAGE 2
 UNE RÉGLEMENTATION EST NÉCESSAIRE
 POUR PROTÉGER LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.
 >> PAGE 3
 UNE ENTENTE ÉTABLIT DE NOUVELLES
 NORMES DANS LE TRANSPORT SCOLAIRE.
 >> PAGE 4

VOLUME 4, NO.23

WWW.UNIFOR.ORG

17 NOVEMBRE 2016



uniforum

*SaskTel est une poule aux oeufs d'or.
 Premier ministre Wall, ne la vendez pas.*

Unifor lance une campagne publicitaire sur les dangers de la privatisation des sociétés d'État de la Saskatchewan.

Unifor lutte contre la privatisation de SaskTel

Après que le premier ministre conservateur Brad Wall a déclaré ouvertement qu'il songeait à accepter des offres pour l'entreprise publique de télécommunications de la Saskatchewan, SaskTel, les sections locales d'Unifor se sont mobilisées pour contrer toute tentative de privatiser les sociétés d'État de cette province.

Unifor, qui représente des milliers d'employés de SaskTel, de SaskWater, de SaskPower et de SaskEnergy, est le plus grand syndicat du secteur des sociétés d'État en Saskatchewan.

« Brad Wall se met le doigt dans l'œil s'il pense qu'il a le mandat de privatiser nos sociétés d'État », a affirmé Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor, en faisant référence au fait que M. Wall avait explicitement promis qu'aucune société d'État ne serait privatisée pendant la campagne électorale du printemps 2016.

Unifor croit que M. Wall amoindrit délibérément l'efficacité

Le PTP : une menace pour le Canada

Le 8 novembre, une soirée pluvieuse et la divulgation des résultats des élections américaines n'ont pas dissuadé quelque 250 personnes de participer à une discussion ouverte sur le Partenariat transpacifique (PTP) à Toronto.

« Cet accord va causer un tort considérable à notre pays », a déclaré Hassan Yussuff, président du Congrès du travail du Canada (CTC).

>> Suite à la page 2

Nos membres du secteur des épicerie réalisent des gains

Grâce à la solidarité, les membres d'Unifor travaillant dans les épicerie Dominion et Food Basics ont pu faire des gains importants lors des derniers pourparlers contractuels.

« Il est prioritaire pour Unifor de réaliser des améliorations constantes dans le secteur du commerce de détail, a indiqué Jerry Dias, président national d'Unifor. Je suis fier du travail de nos comités de négociation et de leur engagement à améliorer les salaires et les conditions de travail

des travailleurs à temps partiel et à temps plein de ces épicerie. »

Dans le cadre de négociations distinctes, les membres d'Unifor travaillant dans les magasins Dominion à Terre-Neuve-et-Labrador, représentés par la section locale 597, et dans les magasins Food Basic de 20 villes ontariennes, représentés par la section locale 414, se sont battus d'arrache-pied.

« Les progrès que nous avons accomplis feront une différence réelle dans la vie quotidienne de

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

La section locale 1410 ratifie son premier contrat

Une majorité écrasante des membres de l'ancienne Association des employés de PepsiCo ont ratifié leur premier contrat en tant que section locale 1410. La section locale représente 163 membres à l'usine de Calgary.

« Nous sommes heureux d'accueillir ce groupe dans la famille d'Unifor, a déclaré Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor. Le comité de négociation a fait preuve de leadership et de dévouement en concluant une entente solide, malgré l'incertitude économique qui règne en Alberta. »

Il s'agit des premières négociations depuis que l'Association des employés de PepsiCo a fusionné avec Unifor en avril 2015.

« Nous sommes tous fiers de notre convention collective, a indiqué Val Walker, présidente de la section locale 1410 d'Unifor. Elle comporte des hausses salariales et des dispositions beaucoup plus rigoureuses sur la santé et la sécurité au travail, la sécurité d'emploi et les droits d'ancienneté. »



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Un avenir plus brillant grâce aux pourparlers dans l'industrie de l'automobile

Lorsqu'Unifor a officiellement ouvert les négociations avec les trois fabricants d'automobiles de Detroit il y a trois mois, une seule chose semblait certaine : l'avenir de l'industrie canadienne de l'automobile était en jeu.

Au début de juin, 120 délégués avaient adopté des résolutions exigeant que chaque entreprise s'engage à fabriquer de nouveaux produits au Canada et à investir pour préserver les emplois, établissant ainsi les priorités des pourparlers.

Aujourd'hui, l'avenir de l'industrie paraît plus brillant grâce aux efforts concertés et à la détermination du syndicat, des comités de négociation et des membres.

Au total, les trois géants de Detroit se sont engagés à

investir 1,5 milliard de dollars. Ford investira près de la moitié de ce montant, dont 613 millions de dollars dans la fabrication d'un nouveau moteur à l'usine de Windsor-Essex. FCA investira dans la restauration et la modernisation de l'usine d'assemblage de Brampton et de l'usine de coulage d'Etobicoke. Pour sa part, GM investira 554 millions de dollars et produira tant des automobiles que des camions à l'usine d'Oshawa.

De plus, ces négociations ont permis de rapatrier des emplois au Canada.

Au cours des trois derniers mois, Unifor en a fait plus pour assurer la pérennité de l'industrie de l'automobile et offrir un avenir meilleur aux travailleurs, à leurs familles et à leurs communautés

que les gouvernements en dix ans. À vrai dire, chaque emploi dans une usine d'automobiles en crée neuf autres dans l'économie canadienne.

Les conventions collectives conclues comportent de nombreux gains importants. La plupart des pourparlers nous rappellent que le pouvoir collectif et l'unité rendent possibles des emplois de qualité et un avenir stable et sûr pour les futures générations. Il y a de quoi être fier. Pour en savoir davantage sur la campagne, allez à l'adresse unifor.org/AutoTalks16.



>> Suite de "Le PTP : une menace ..." sur page 1

Tenu par le CTC et le Conseil des Canadiens, l'événement s'inscrivait dans une tournée pancanadienne visant à mieux faire connaître le PTP. Des discussions ouvertes ont également eu lieu à Windsor et à Halifax, et d'autres sont prévues à Vancouver le 22 novembre et à Winnipeg le 23 novembre.

Maude Barlow, présidente nationale du Conseil des Canadiens, a expliqué que le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États du PTP permettrait à des sociétés de poursuivre les gouvernements qui adoptent des lois qui nuisent à leurs profits, même si ces dernières sont dans l'intérêt public.

« Il a un effet très paralysant sur la capacité du gouvernement de gouverner au nom du peuple », a-t-elle fait remarquer.

Mme Barlow a également



À Toronto, on met en garde les participants à la discussion ouverte contre les pouvoirs étendus que le PTP confère aux entreprises.

rendu hommage à Unifor et à d'autres syndicats pour avoir fait la promotion du commerce équitable.

À la fin d'octobre, le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes a clos ses consultations publiques nationales sur le PTP. Il a toutefois reporté au 27 janvier 2017 la date limite à laquelle les particuliers et les groupes peuvent présenter un mémoire. Vous pouvez exprimer

vos inquiétudes à l'égard du PTP par courriel à l'adresse ciit-tpp-ptp@parl.gc.ca.

Pour obtenir des renseignements généraux, des trousseaux de lobbying, des prospectus et des rapports sectoriels sur l'incidence du PTP ou de l'information sur l'envoi d'un courriel ou d'un gazouillis à votre député fédéral, visitez la page de la campagne d'Unifor contre le PTP à l'adresse unifor.org/ptp.

>> Suite de "Unifor lutte contre..." sur page 1

de SaskTel afin de susciter un mécontentement à l'égard de cette société d'État, pourtant immensément respectée. Le 7 novembre, la société d'État a commencé à réduire ses effectifs régionaux à Moose Jaw.

« La campagne que Brad Wall mène contre SaskTel fait souffrir des familles », a soutenu Mme Warnock.

Devant la réaction très hostile qu'une privatisation complète provoque, le gouvernement Wall a déposé le projet de loi 40 le 29 octobre. Ce dernier modifie la définition de « privatiser » dans la Crown Corporation Public Ownership Act. Si le projet de loi 40 est adopté en 2017, jusqu'à 49 % de la société d'État pourra être vendue avant que la province

doive tenir un référendum public sur sa privatisation.

C'est en vendant graduellement la société d'État Manitoba Telephone Service (MTS) que les conservateurs ont réussi à la privatiser au cours des années 1990.

À l'automne, Unifor a diffusé des annonces à la radio pour dénoncer la frénésie de la privatisation à Regina, à Saskatoon et dans d'autres régions où siègent les membres du cabinet. Il est encore possible de diffuser les annonces en ligne à l'adresse [Soundcloud.com/unifor](https://www.soundcloud.com/unifor).

D'une part, des publicités imprimées ont marqué le lancement de la campagne radiophonique et, d'autre part, les membres d'Unifor ont distribué des feuillets sur les événements organisés à l'occasion de la fête du

Travail et ont discuté de la valeur de SaskTel et d'autres sociétés d'État avec les membres de leur collectivité.

« Brad Wall ne trompe personne, a ajouté Mme Warnock. Il se prépare à briser une promesse électorale, et nous allons l'arrêter.»

Les sections locales d'Unifor en Saskatchewan sont en train de planifier des activités de mobilisation pour l'hiver prochain, notamment pour la reprise des travaux de l'Assemblée législative en janvier. Entre-temps, les membres d'Unifor à la grandeur du pays peuvent envoyer une lettre au premier ministre de la Saskatchewan Brad Wall à l'adresse unifor.org/backoffbrad seulement en anglais



Annnonce de la campagne Ne vendez pas SaskTel.

>> Suite de "Nos membres du secteur des épicerie réalisent des gains..." sur page 1

nos membres, a affirmé Christine Connor, présidente de la section locale 414 d'Unifor. Je suis extrêmement fière de la solidarité dont les membres ont fait preuve afin d'élever la barre. »

Bien que les travailleurs du secteur du commerce de détail n'utilisent pas officiellement le processus de négociation type, les contrats conclus avec Dominion et Food Basics contiennent les mêmes dispositions de base que la convention collective qu'Unifor a négociée avec le supermarché Metro en 2015. Voilà un exemple qui démontre parfaitement que les négociations menées dans un lieu de travail peuvent rehausser les normes à la grandeur du secteur.

Les nouvelles conventions collectives prévoient des hausses salariales annuelles, indépendamment des états de service des membres. Elles rajustent la grille salariale des

travailleurs à temps partiel, bonifient les avantages sociaux et perfectionnent la méthode d'établissement des horaires en donnant aux effectifs un meilleur préavis quant à leurs quarts de travail. À chaque ronde, Unifor a contribué à améliorer le niveau de vie des travailleurs précaires à faible salaire de l'industrie.

Unifor, qui représente plus de 20 000 membres dans les supermarchés et d'autres commerces de détail à la grandeur du Canada, compte parmi les plus grands syndicats du secteur du commerce de détail au pays.

« Au cours de la dernière année, les succès remportés à chaque ronde de négociations montrent pourquoi il est important de faire partie d'un syndicat », a indiqué Mme Connor.

La police ne devrait jamais pouvoir épier facilement les journalistes

Jerry Dias, président national d'Unifor, préconise des mesures strictes pour rendre la surveillance policière des journalistes plus difficile.

« Il est trop facile d'espionner les journalistes et d'entraver la liberté de presse au Canada, a-t-il affirmé. Les journalistes dépendent de leurs sources pour mettre au jour des informations. La police dissuade les gens de leur parler lorsqu'elle place leurs téléphones sur écoute. »

Depuis que l'on a appris que le Service de police de la Ville de Montréal avait placé sous surveillance l'appareil iPhone de Patrick Lagacé, chroniqueur au journal La Presse, on exhorte le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec à passer à l'action. De plus, plusieurs autres cas ont été récemment signalés.

Lorsque la surveillance a été autorisée au titre des

dispositions du projet de loi C 51 du gouvernement Harper, les journalistes concernés enquêtaient sur les forces policières elles-mêmes et la corruption dans l'industrie québécoise de la construction.

Unifor demande aux procureurs généraux des gouvernements fédéral et provinciaux d'obliger sur-le-champ les forces policières et les avocats de la Couronne à obtenir leur approbation avant qu'un mandat de surveillance soit soumis à un juge et de charger un groupe de juges d'examiner chaque demande de mandat.





Une convention collective s'attaque aux problèmes du secteur du transport scolaire

La nouvelle convention collective des chauffeurs d'autobus des régions de Toronto et de York, représentés par la section locale 4268, établit de nouvelles normes pour l'industrie qui pourraient prévenir d'autres pénuries de chauffeurs si elle est adoptée à grande échelle.

« Les chauffeurs qui sont membres d'Unifor dans les régions de Toronto et de York viennent de voir leurs conditions de travail s'améliorer », a affirmé Debbie Montgomery, présidente de la section locale 4268.

La section locale représente 320 chauffeurs de l'entreprise First Student, lesquels assurent le transport d'environ 18 500 élèves des conseils scolaires publics et

catholiques de ces régions. Au début de l'année scolaire, plus de 2 600 élèves de Toronto ont été laissés à eux-mêmes à cause d'une pénurie de chauffeurs. La question de la pénurie et du maintien en poste était prioritaire lors des négociations.

« Aucun enfant ne devrait être laissé sur le trottoir alors qu'un autobus scolaire est censé passer, a dit Jenny Ahn, adjointe au secrétaire-trésorier national d'Unifor. Je suis fière de ces chauffeurs, car ils travaillent extrêmement dur pour améliorer les conditions de travail et les moyens de subsistance dans l'industrie. »

La convention collective offre aux chauffeurs d'autobus des

DANS CE NUMÉRO : Les négos de l'automobile procurent un investissement de 1,5 milliard \$. Les sociétés d'État de la Saskatchewan ne sont pas à vendre. Liberté de presse : mesures nécessaires. Les employés des épiceries empochent des gains, et plus!



Jenny Ahn, adjointe au secrétaire-trésorier national d'Unifor, et les membres du comité de négociation de la section locale 4268 fixent de nouvelles normes pour les chauffeurs d'autobus scolaire à l'issue d'une nuit entière de négociations.

salaires plus généreux et prévoit qu'ils soient rémunérés pour toutes leurs heures de travail, pas seulement pour les heures pendant lesquelles les enfants sont à bord des autobus. Pendant la durée de la convention collective, la rémunération des tâches non reliées aux itinéraires de conduite passera de 11,42 \$ à 13,40 \$. Tous les taux augmenteront de 6 à 17 % dans la convention collective.

En outre, toutes les heures rémunérées seront accréditées aux fins de l'assurance-emploi, ce qui permettra aux travailleurs d'avoir droit à des prestations pendant leur période de mise en disponibilité.

Pour obtenir de plus amples renseignements, allez à l'adresse unifor.org/schoolbuscampaign (seulement en anglais).